

VERS LA CITÉ NUMÉRIQUE ?

Christian Paul, Maurice Ronai, Jean-Noël Tronc, Dominique Strauss-Kahn

01/03/2002

La société de l'information est en quête d'un projet politique, de repères et de valeurs réaffirmées. Pour construire le monde des réseaux avec un modèle culturel et des choix collectifs clairement délibérés. Pour que les principes de la démocratie se transposent, sans perte en ligne, dans ce futur de l'Internet. Pour que la France poursuive et réussisse sa « révolution numérique », désormais engagée.

L'Internet modifie de nombreux aspects des rapports sociaux. L'Internet change la politique, pas à pas. Les politiques publiques s'en emparent. Aucune n'en sort intacte. Mais surtout, la politique doit penser l'Internet, construire une grille de lecture et d'action. C'est, pour la gauche, un enjeu de taille. Une infrastructure technologique, à nos yeux, demeure un outil. Le reflux de la vague spéculative a démontré la fragilité de nombreux pans de la nouvelle économie, et pour partie, sa brutalité. Et pourtant, les changements à l'œuvre ne se tarissent pas.

À défaut d'une vision critique de ses enjeux politiques, la société de l'information ne sera que la forme ultime de la société de marché.

Vivre ensemble dans la Cité numérique, c'est comprendre et orienter cette profonde mutation. Société de l'information, économie de la connaissance, société en réseau, société de l'intelligence, cité numérique... Ces notions cernent, chacune, une facette de la société qui se construit sous nos yeux, sous la pression conjuguée du progrès technique, d'une nouvelle dynamique économique, de demandes et pratiques sociales innovantes.

La forme que revêtira cette société est loin d'être écrite.

Ces innovations technologiques foisonnantes déploient un champ d'options, ouvrent le champ des possibles. Les nouvelles figures productives, fondées sur l'exploitation des connaissances et l'entreprise en réseau accroissent la polarisation des richesses et des compétences entre les nations, au sein des sociétés, entre les générations, les territoires, les activités.

Si les choix individuels sélectionnent certains usages, technologies, produits ou services, ce sont les choix collectifs qui façonnent la société en réseau. Ces choix collectifs, ces options, ces principes, ils nous appartient de les mettre à jour.

Si nos valeurs – liberté, égalité, solidarité – conservent toute leur actualité, il convient désormais de les combiner avec les principes issus de la régulation des systèmes techniques. De nouveaux principes d'action – interopérabilité, systèmes ouverts, standards ouverts, réseaux ouverts –

accèdent ainsi au rang de catégories politiques.

Les technologies de l'information ont désormais pris une telle importance qu'elles ne relèvent plus d'une intendance déléguable aux techniciens. La réflexion politique sur les fins (les réformes, les changements nécessaires) ne saurait désormais se dissocier d'une réflexion sur les architectures techniques.

Ainsi, proposant une vision politique des enjeux de la société de l'information, la réflexion collective du groupe de travail la société de l'information de la Fondation Jean-Jaurès explore en 180 pages les différents champs offerts aux choix collectifs et aux stratégies publiques.